**Sujet du Concours national de la Résistance et de la déportation – Année 2020-2021**

**1940 = Entrer en résistance – Comprendre – Refuser – Résister**

Thème 1 – Effondrement et sursaut

1. - Une défaite incroyable, étrange, inéluctable

Le 3 septembre 1939, en réaction à l’invasion de la Pologne, la France déclare la guerre à l’Allemagne, quelques heures après le Royaume-Uni. Si le pays est traversé par de profondes divisions et connaît une forme de crise d’identité nationale, il n’en reste pas moins une grande puissance redoutée, que les Allemands sont inquiets de devoir affronter malgré la propagande nazie sur leur supériorité. La rapidité de la victoire allemande en mai-juin 1940 provoque un choc dans le monde entier. Pour comprendre cette défaite sans appel, des explications a posteriori ont pu être avancées, notamment par la propagande de Vichy, sur l’impréparation du pays ou le refus des soldats de se battre. Elles ne correspondent pas à la réalité des faits tels qu’ont pu les montrer les travaux des historiens. Les événements de mai-juin 1940 ne se limitent pas à une simple défaite militaire mais s’accompagnent d’un effondrement du pays et de ses structures, dont les conséquences sont fondamentales pour comprendre les comportements des Français au cours de l’été et de l’automne 1940 et les débuts difficiles d’une résistance dans le contexte des premiers mois de l’Occupation. Si la défaite de 1940 constitue un véritable « traumatisme » pour les Français, c’est parce qu’aucun signe avant-coureur n’avait permis d’envisager un tel désastre. La mobilisation en août et septembre 1939 se déroule normalement et les soldats de 1939 semblent tout aussi désireux que leurs aînés de 1914 de faire leur devoir.

Cependant, contrairement à 1914, la signature du pacte germano-soviétique, qui amène le parti communiste français aligné sur Moscou à rompre avec la nation et une partie de ses cadres à la désertion ou, au mieux, à la passivité, empêche qu’il existe une Union sacrée (entre tous les partis politiques). Bien que la période dite de la «drôle de guerre» se caractérise par l’absence d’opérations d’envergure, les combats ne sont pas totalement inexistants. Chaque petite victoire remportée dans les airs (176 avions allemands abattus entre septembre 1939 et avril 1940, contre 52 côté français), sur mer (14 sous-marins allemands coulés par les torpilleurs alliés) ou sur terre (les missions des corps francs au sein des lignes ennemies permettent de faire plusieurs centaines de prisonniers), est utilisée par la propagande officielle, dont le principal slogan, « Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts », rassure l’opinion française sur la certitude d’une victoire. L’armée française a la réputation depuis la victoire de 1918 d’être la meilleure du monde. La France peut également compter sur son Empire, sur sa flotte, sur ses réserves d’or et sur une alliance britannique qui lui confère la supériorité sur mer, dans le cadre d’une stratégie de guerre longue.

Dans ce contexte, la rapidité de la victoire allemande apparaît stupéfiante, tant l’armée française s’effondre rapidement, alors que ses chefs étaient confiants dans sa capacité à « tenir le choc », comme elle l’avait fait à Verdun. La double offensive déclenchée le 10 mai 1940, avec l’invasion des Pays-Bas et de la Belgique et la percée des Ardennes dans le secteur de Sedan, permet à la Wehrmacht d’isoler les armées alliées bloquées dans le nord de la France. Pour éviter sa destruction, le corps expéditionnaire anglais est rapatrié depuis Dunkerque entre le 1er et le 5 juin lors de l’opération Dynamo, qui permet également à 100 000 soldats français de rejoindre l’Angleterre. Après la chute de la poche de Dunkerque le 5 juin, les forces allemandes reprennent l’offensive vers le Sud et franchissent la ligne de défense que Weygand, nommé généralissime en remplacement de Gamelin, a tenté de constituer sur la Somme. Le 14 juin, les troupes allemandes pénètrent dans Paris, déclarée « ville ouverte ». Loin des clichés convenus d’une défaite qui s’expliquerait par le manque de combativité des forces françaises, la campagne de mai-juin 1940 a donné lieu à de très violents affrontements. La très grande majorité des soldats de 1940 se sont vaillamment battus, comme le montrent l’ampleur des pertes subies (entre 50 et 60 000 tués) ou celles infligées aux Allemands (30 000 tués et 117 000 blessés). Mais la supériorité tactique et un meilleur usage des armes modernes (blindés et aviation, transmissions) dans le cadre d’une guerre dite plus tard Blitzkrieg (guerre éclair) expliquent que les Allemands enfoncent le front en moins d’une semaine et conquièrent les deux tiers du territoire en à peine deux mois.

La Chute et l’Exode : le traumatisme de la défaite

La défaite de 1940 est bien plus qu’un simple désastre militaire. Elle provoque une décomposition totale du pays. Militairement vaincue, moralement abattue, la nation se délite en même temps que ses élites politiques et militaires. Témoin des événements, l’historien Marc Bloch évoque le « plus atroce effondrement de notre histoire ». L’état-major semble totalement paralysé face aux événements et le remplacement le 19 mai de Gamelin par Weygand ne produit pas le sursaut attendu. Le nouveau généralissime, tout en essayant de constituer une ligne de défense sur la Somme, ne cache pas autour de lui qu’une demande d’armistice lui semble inéluctable. Le gouvernement de Paul Reynaud, profondément divisé entre ceux qui veulent continuer la lutte et ceux qui souhaitent un armistice pour mettre fin aux combats, perd totalement le contrôle de la situation. Son départ de Paris le 13 juin et son errance de château en château jusqu’à Bordeaux illustrent la panique qui gagne tout le pays, jusqu’aux plus hauts sommets de l’État. La débâcle des armées s’accompagne d’un gigantesque mouvement de population, qui s’explique par la panique qu’engendrent la rapidité de l’offensive allemande, la mémoire de l’invasion du nord de la France en 1914 et son cortège d’exactions, la peur des bombardements aériens. Mi-mai a lieu un premier exode, celui des Néerlandais, des Belges, des Luxembourgeois et des habitants du nord de la France. Mais c’est surtout début juin, après que la ligne de défense constituée sur la Somme eut été rompue que le mouvement se transforme en sauve-qui-peut. Les convois de civils, où se mélangent toutes les catégories sociales, se pressent sur les routes menant vers le Sud et sont ponctués de nombreux drames alors que les mitraillages de l’aviation blessent et tuent. Vidant un tiers du territoire dans les deux autres cet exode, qui concerne entre sept et huit millions de personnes, provoque une dilution totale dans les départements de départ. Des fonctionnaires, des élus locaux, des acteurs économiques se mêlent aux flux de réfugiés, abandonnant leurs activités. Beaucoup de principes moraux volent en éclats. Les fermes, les maisons et les magasins abandonnés font l’objet de nombreux pillages. Les gestes les plus irrationnels se multiplient dans une série d’actes qui n’auraient jamais été commis en temps ordinaire, comme à l’hôpital d’Orsay où des infirmières injectent des doses létales à des invalides ne pouvant être transportés. Les départements d’accueil sont débordés par cet afflux de réfugiés, qui s’ajoute aux personnes ayant été évacuées des territoires frontaliers de l’est de la France en septembre 1939 et provoque des difficultés d’hébergement et de ravitaillement inextricables. Les récits des réfugiés dans les régions qui n’ont pas encore connu les combats amplifient le sentiment que le pays est au bord du gouffre et ravivent les grandes peurs collectives où, en l’absence d’informations précises, se mélangent fantasmes et craintes avérées sur la violence de l’adversaire et l’effondrement du pays. Alimentant au sein de la population d’importantes angoisses mais aussi des ressentiments contre les responsables censés la protéger, l’exode participe du traumatisme qui accompagne la défaite et crée un désir d’ordre et de paix alors que le pays est plongé dans le chaos. Ses conséquences se font sentir encore pendant de longs mois après la fin des combats, qui ne marque pas immédiatement un retour à la normale. Si les premiers retours de réfugiés sont organisés dès l’été 1940, certains ne peuvent revenir dans leur région d’origine, désormais en zone occupée, qu’à la fin 1940, en raison des autorisations qu’il fallait obtenir des Allemands. À la même date, plusieurs milliers de familles recherchent encore, via les organisations d’aide aux réfugiés (Croix- Rouge, Cimade), leurs enfants perdus au cours de l’exode.

Résignation et sursaut

Dès la fin du mois de mai 1940, la possibilité d’un armistice est évoquée mais elle est d’abord repoussée car elle est jugée contraire à l’alliance avec la Grande-Bretagne. Mais les errements du gouvernement français fuyant Paris relance le débat. Pétain, entré en gouvernement, y est clairement favorable. De Gaulle, alors sous-secrétaire d’État à la Guerre, propose des plans pour poursuivre la guerre. L’idée de continuer la guerre depuis les colonies d’Afrique du nord a été envisagée. Certains hommes politiques (27 parlementaires) s’y préparent et rejoignent le Maroc en embarquant à Bordeaux le 21 juin 1940. Mais à leur arrivée, l’armistice est déjà signé. Ils sont alors considérés comme des déserteurs et ils sont arrêtés. Pétain qui a refusé de partir fait le choix de l’armistice, un choix qui semble répondre aux attentes d’une majorité de Français. Il engage le gouvernement à faire cesser le combat et à respecter les conditions très dures imposées par l’Allemagne. L’armistice est signé le 22 juin et il pose déjà les base de la collaboration. Les Nazis imposent que l’armistice soit signé sur les lieux mêmes où avait été signé l’armistice de 1918. La scène a fait l’objet d’une mise en scène de la part des Allemands pour inscrire cet événement comme une revanche sur leur défaite de 1918 et humilier la délégation française. Après l’armistice avec l’Allemagne, le gouvernement français en signe un nouveau avec l’Italie le 24 juin 1940. Deux occupations se mettent en place sur le territoire français. Ils imposent des contraintes administratives, économiques mais aussi une stricte démilitarisation de la France.

D’autres voies s’élèvent. Enregistré vers 18h au siège de la BBC, retransmis à 22h, le général De Gaulle depuis Londres, le 18 juin 1940, exhorte à la poursuite du combat. Très peu entendu par les Français, il est retransmis 4 fois le lendemain et repris par extraits dans quelques rares journaux de la presse régionale française. Cet appel sera l’acte de fondation de la Résistance, comme une posture morale. L’homme De Gaulle refuse l’armistice et la capitulation. En devenant résistant, il met de côté ses origines, son statut d’officier, sa carrière militaire… il entre dans la rébellion, l’indiscipline. Il fait le choix que les forces de l’Empire, surtout l’Afrique française du nord, puisse continuer le combat au côté des Alliés. Le 22 juin, après la signature de l’armistice, De Gaulle de nouveau sur les ondes. Il s’exprime désormais comme chef auto-investi de la résistance militaire française.

Premiers refus

En 1940, les nombreuses victoires de l’Allemagne lui permettent d’occuper de nombreux territoires sur tout le continent européen. Une résistance apparaît alors plus ou moins spontanément. En Pologne, par exemple, dès la campagne militaire nazie de septembre 1939, un gouvernement clandestin est constitué avant même la capitulation de Varsovie. Dans de nombreux pays occupés, le fait que le gouvernement légitime soit parti en exil à Londres pour y poursuivre le combat, facilite la naissance d’une résistance intérieure. Ce fut le cas pour la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas. La France a, en revanche, une place à part. Elle n’est pas totalement occupée. La zone Sud est contrôlée par le gouvernement de Pétain qui s’installe à Vichy. La personnalité de Pétain, dont le prestige hérité de la Première Guerre mondiale est important, rassure la population. Dans ce contexte, résister ne va pas de soi, surtout en zone Sud où le poids de l’occupation ne s’exerce pas de la même façon qu’en zone Nord. Mais cela n’empêche pas dès les premiers jours, des gestes isolés. Ces premiers refus sont de nature très variée. Ils n’impliquent pas la même prise de risque selon qu’ils sont effectués en zone Sud ou en zone Nord, de l’action de propagande à l’action de sabotage. La plupart des hauts fonctionnaires servent fidèlement le nouveau régime de Vichy, l’inspecteur général Gustave Monod constitue une exception notable en refusant d’appliquer les premières lois antijuives, ce qui lui vaudra d’être démis de ses fonctions.

Les premiers mois de l’Occupation permettent aux Allemands de s’emparer de nombreuses ressources françaises. Des initiatives adoptées au moment de la défaite permettent toutefois d’empêcher que certains produits stratégiques ne tombent dans leurs mains. Lorsque éclate la guerre, grâce à l’équipe de Frédéric Joliot-Curie, la France possède une nette avance dans la course à l’atome qui s’engage internationalement. Même si les principes scientifiques de l’énergie atomique sont établis, il est clair que l’eau lourde joue un rôle essentiel. C’est un réactif nécessaire au contrôle des réactions nucléaires. Dans les caves du Collège de France, Joliot-Curie a accumulé le stock mondial d’eau lourde. En juin 1940, alors que les Allemands approchent de Paris, il parvient à faire évacuer ces stocks vers le Royaume-Uni depuis le port de Bordeaux.

